

"Un référendum à hauts risques" dans Le Monde (4 novembre 1993)

Légende: Le 4 novembre 1993, le quotidien français Le Monde décrit la position des différents partis politiques autrichiens à l'égard de l'éventuelle adhésion de l'Autriche à l'Union européenne et dans la perspective du référendum qui devra être organisé dans le pays après la fin des négociations d'adhésion.

Source: Le Monde. 4.11.1993. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"un_referendum_a_hauts_risques"_dans_le_monde_4_novembre_1993-fr-67b1fbab-797f-4f9e-8993-b56d6b2a5a4e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Un référendum à hauts risques

par Waltraud Baryli

Alors que les négociations sur l'adhésion de l'Autriche à la CEE sont entrées dans leur phase "chaude" à Bruxelles, avec l'ouverture des dossiers sensibles, le climat politique en Autriche risque de s'enfermer dans de petites querelles de cuisine politique intérieure qui provoquent des tensions dans la coalition gouvernementale entre sociaux-démocrates (SPÖ) et conservateurs (ÖVP). Un accord sur le budget 1994, dont les dispositions impopulaires irritent la gauche sans donner satisfaction à la droite, ne s'est réalisé qu'*in extremis*. La nouvelle débâcle du secteur nationalisé industriel a relancé le débat sur les privatisations, dont les principes étaient fixés entre les deux partis dans leurs contrats de législature mais qui se heurtent au laxisme des dirigeants sociaux-démocrates craignant la colère de plusieurs dizaines de milliers de salariés concernés, un potentiel électoral qui n'est pas à négliger.

L'éventualité d'élections anticipées, alors que l'échéance normale est fixée en octobre 1994, fait de plus en plus souvent l'objet de spéculations, mais les perspectives peu favorables des partis gouvernementaux, qui risquent de sortir de nouveau affaiblis du prochain scrutin, devraient décourager les dirigeants d'envisager cette solution.

C'est notamment l'ÖVP qui risque d'être malmené par ses concurrents, le FPÖ du leader nationaliste de droite Jörg Haider, et le nouveau Forum libéral de Mme Heide Schmidt, issu d'une scission du FPÖ, qui devrait attirer des électeurs plus libéraux que conservateurs ou nationalistes jusqu'à présent sans foyer politique.

Dans ce climat conflictuel, le gouvernement devra préparer le référendum sur l'adhésion à la CEE, qui, à condition d'une clôture rapide des négociations d'ici à février ou mars 1994 - le récent sommet de la CEE à Bruxelles s'est clairement prononcé pour une accélération des négociations avec les quatre pays candidats - pourrait se tenir en mai 1994. Le gouvernement milite activement pour combattre l'euro-scepticisme répandu, mais les sondages ne cessent pour l'instant de déceler entre 33 et 42 % de "non" à l'adhésion et un groupe important, de 11 à 27 %, d'indécis. Le nombre des "oui" oscille entre 40 et 49 %.

Le résultat des négociations avec Bruxelles, notamment sur les dossiers sensibles tels que la neutralité, l'accord sur les restrictions du trafic routier des poids lourds signé avec la CEE et remis en question par l'adhésion et l'agriculture, sera décisif pour le référendum dont l'issue positive semble loin d'être assurée. Parmi les groupes hostiles à l'intégration - les Verts, la droite et les femmes - figurent notamment les paysans, dont 43 % rejettent catégoriquement l'adhésion, craignant une détérioration de leur niveau de vie déjà modeste.

Pour la majorité des Autrichiens, et les femmes avant tout, l'abandon du statut de neutralité au profit d'une conception vague d'un système de sécurité collective européenne est violemment rejeté. Depuis 1955, l'Autriche vivait dans l'illusion que la neutralité - conçue comme un verrou entre l'OTAN et le pacte de Varsovie - avait redonné au pays sa réputation internationale, garanti son essor économique et forgé son identité nationale.

L'assurance donnée par le gouvernement aux Douze de souscrire entièrement à la politique européenne de sécurité, conformément au traité de Maastricht, a été accueillie avec scepticisme et nombreux sont ceux, notamment au sein du Parti social-démocrate, qui réclament, en cas d'adhésion à la CEE, une réserve formelle de sauvegarde de la neutralité. Le mouvement écologique des Verts, inébranlable dans son hostilité à la CEE, qui selon lui ne dispose pas d'institutions démocratiques pour garantir le respect de la volonté des populations européennes, n'hésitera pas à exploiter à fond les aspects émotionnels du mythe de la neutralité dans la campagne précédant le référendum.

Dans les milieux diplomatiques autrichiens, on espère que Bruxelles devrait, concernant cette question ultrasensible, faire confiance aux assurances de Vienne, qui a fait preuve, dans le passé, d'une interprétation assez large de la neutralité (participation aux sanctions contre l'Irak et aux opérations de paix de l'ONU) et

ne pas demander l'impossible.

Les déclarations du président François Mitterrand à l'occasion de sa récente visite officielle à Vienne constatant que la neutralité "ne pose pas un problème" pour l'adhésion, en faisant référence à l'Irlande, ont été accueillies comme un signe rassurant à Vienne. Dans ce climat d'euro-scepticisme rampant, les prises de position imprévisibles du leader populiste de la droite nationaliste Jörg Haider risquent d'être déterminantes. Naguère partisan farouche d'une Autriche communautaire, il s'est récemment mué en critique impitoyable de la "conception centriste de l'État unitaire européen" fixée dans le traité de Maastricht. Jörg Haider rêve aujourd'hui d'une "Europe plus grande de l'Atlantique à l'Oural", sans donner plus de précisions.

Une éventuelle consigne de vote négatif du FPÖ pour le référendum serait de très mauvais augure. Cette drôle d'alliance antieuropéenne entre l'extrême gauche des écologistes et la droite nationaliste vient d'être renforcée tout récemment par des déclarations de l'évêque ultraconservateur Kurt Krenn, invitant à la "prudence" à l'égard de l'intégration européenne. Contrastant singulièrement avec l'optimisme affiché des dirigeants politiques et la reconnaissance générale de l'importance économique de la CEE pour l'Autriche, qui réalise les deux tiers environ de ses échanges commerciaux avec les Douze, le climat, à quelques mois du référendum décisif, n'est pas encourageant pour les partisans de l'intégration européenne.

Il semble que la majorité des Autrichiens, longtemps nostalgiques du passé glorieux d'une grande puissance, s'est si bien faite à l'étroitesse du pays qu'elle craint l'ouverture sur l'Europe. Le provincialisme s'est emparé des mentalités, aujourd'hui plus enclines à un repli identitaire et national qu'à relever le défi d'une grande Europe. La baisse de popularité de la "grande coalition" risque de faire surgir un solide front du refus, au moment du référendum, formé par des groupes viscéralement antieuropéens qui manquent cependant d'arguments de poids et surtout d'alternative à l'intégration européenne.